

Unité départementale de Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud - CS 16326
44263 Nantes Cedex 2

Nantes, le 20/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MINOTERIE GIRARDEAU

Le Fromenteau
44190 Boussay

Références : N1-2026-0491
Code AIOT : 0006301724

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/03/2026 dans l'établissement MINOTERIE GIRARDEAU implanté MOULIN DU FROMENTEAU LDT LE FEUILLOU 44190 Boussay. L'inspection a été annoncée le 13/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MINOTERIE GIRARDEAU
- MOULIN DU FROMENTEAU LDT LE FEUILLOU 44190 Boussay
- Code AIOT : 0006301724
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

La société MINOTERIE GIRARDEAU exploite une minoterie dont les activités sont la transformation des céréales en farine, le conditionnement, la commercialisation et la livraison des farines.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AR - 5
- Bruits et vibrations
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Système de management environnemental	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Rejets atmosphériques des installations	Arrêté Préfectoral du 15/05/2025, article III-3-1 et III-4-2	Demande d'action corrective	1 mois
4	Hauteur de cheminées	Arrêté Préfectoral du 15/05/2025, article III-2-3	Demande d'action corrective	1 mois
5	Modalités de rejet des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 15/05/2025, article IV-4-2 et IV-5-4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Contrôle des rejets d'eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 15/05/2025, article IV-5-2 et IV-5-3	Demande d'action corrective	1 mois
7	Emissions sonores	Arrêté Préfectoral du 15/05/2025, article V-1-1 et V-1-2	Demande d'action corrective	1 mois
8	Etat des matières stockées	Arrêté Préfectoral du 15/05/2025, article VI-2-2	Demande d'action corrective	1 mois
11	Suivi des équipements - Systèmes de désenfumage	Arrêté Préfectoral du 15/05/2025, article VI-4-3 et VI-6-1	Demande d'action corrective	1 mois
12	Suivi des équipements - Détection automatique d'incendie	Arrêté Préfectoral du 15/05/2025, article VI-4-5 et VI-6-1	Demande d'action corrective	1 mois
13	Installations électriques -	Arrêté Préfectoral du 15/05/2025, article VI-3-5	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	Exhaustivité du contrôle			
15	Suivi des équipements - Portes coupe-feu	Arrêté Préfectoral du 15/05/2025, article VI-4-2 et VI-6-1	Demande d'action corrective	1 mois
16	Installation de protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 15/05/2025, article VI-8	Demande d'action corrective	1 mois
17	Suivi des équipements - Moyens de protection incendie	Arrêté Préfectoral du 15/05/2025, article VI-6-2	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 15/05/2025, article I-2	Sans objet
9	Suivi des équipements - Extincteurs	Arrêté Préfectoral du 15/05/2025, article VI-6-1 et 2	Sans objet
10	Suivi des équipements - Robinets d'incendie armés	Arrêté Préfectoral du 15/05/2025, article VI-6-1 et 2	Sans objet
14	Installations électriques - Prise en compte des observations	Arrêté Préfectoral du 15/05/2025, article VI-3-5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté, au cours de ce contrôle, des non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra justifier de mesures correctives.

L'exploitant fait part de l'ensemble de ses propositions d'actions correctives sous 1 mois

accompagnées d'un échéancier de mise en oeuvre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2025, article I-2
Thème(s) : Situation administrative, Tableau de classement
Prescription contrôlée : Article I-2-1 - Tableau de classement au titre des rubriques ICPE Article I-2-2 - Tableau de classement au titre des rubriques IOTA Article I-2-5 - Consistance des installations autorisées
Constats : Les dispositions applicables aux installations ont été mises à jour par arrêté préfectoral complémentaire du 15-05-2025. Les installations sont soumises à autorisation sous la rubrique IED n°3642-2-a - Traitement et transformation de matières premières végétales. D'importants travaux d'extension ont été réalisés ces dernières années, concernant en particulier, la construction d'un nouveau moulin (mis en service en janvier 2026), de nouvelles capacités de stockage en silo ainsi que d'un entrepôt de conditionnement et de stockage des produits finis. Le jour de la visite, il a été constaté la poursuite des travaux, en particulier, la mise en place d'ombrières photovoltaïques au niveau de la zone de stationnement des camions, le déplacement de la station de lavage et de distribution de carburants et la création d'un parking pour véhicules légers.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Système de management environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 5
Thème(s) : Situation administrative, Organisation
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) présentant toutes les caractéristiques suivantes : [Liste] Les installations dont le SME a été certifié pour le périmètre de l'installation conforme à la norme internationale NF EN ISO 14001 ou au règlement (CE) n°221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) par un organisme accrédité sont réputées conformes à ces exigences. Le niveau de détail et le degré de formalisation du SME sont en rapport avec la nature, la taille et la complexité de l'installation, ainsi qu'avec ses diverses incidences environnementales possibles.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a précisé ne pas être certifié ISO 14001 ; cependant, il a indiqué avoir mis en place un système de management en qualité alimentaire IFS Food et avoir procédé

récemment à un diagnostic de son système par rapport aux exigences environnementales.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier que l'organisation qualité actuellement en place sur le site inclut l'ensemble des exigences associées au management environnemental dont les caractéristiques sont définies au point 5 de l'annexe de l'arrêté ministériel du 27 février 2020. Il précisera, pour chaque point, les dispositions mises en place ou envisagées (ainsi que le cas échéant, l'échéancier associé).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Rejets atmosphériques des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2025, article III-3-1 et III-4-2

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Article III-3-1 : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. (...).

Conduits n°1 à n°18

Paramètre : Poussières

Valeur limite d'émission : 5 mg/Nm³

Pour chaque conduit, le flux de poussière rejeté ne dépasse pas le produit du débit nominal, fixé par le tableau de l'article III-2-2 par la valeur limite de la concentration maximale, fixée par le tableau ci-dessus.

Article III-4-2 : L'exploitant assure une surveillance des rejets des conduits n°1 à 18 dans les conditions suivantes :

Paramètre : Débit / Vitesse / Poussières

Fréquence de surveillance : Une fois par an

Fréquence de transmission : Annuelle (...).

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a présenté le rapport de contrôle des rejets atmosphériques réalisé en avril 2024. Ce contrôle n'a été réalisé que sur 5 émissaires pour lesquels les valeurs limites d'émission en poussières sont respectées.

L'exploitant a précisé que les contrôles n'ont pas été réalisés en 2025, du fait de la réalisation des travaux sur les installation empêchant l'accès aux points de contrôle et qu'un contrôle est prévu entre le 18 et le 20-05-2026 sur les 19 points de rejet (dont les 18 listés à l'article III-2-1 de l'AP du 15-05-2025).

Lors de ce contrôle, l'exploitant a confirmé que seront réalisées 3 mesures consécutives d'au moins 30 minutes chacune sur chaque point de contrôle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit procéder, dans les meilleurs délais, à un contrôle des rejets atmosphériques de

l'établissement. Il transmettra, à l'inspection des installations classées, le rapport de contrôle correspondant. En cas de non-respect d'une valeur limite d'émission en concentration ou en flux, il précisera les actions correctives définies pour se mettre en conformité. L'exploitant doit veiller au respect de la périodicité annuelle de contrôle. Il précisera les dispositions prises en ce sens.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Hauteur de cheminées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2025, article III-2-3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : <p>Dans un délai de 9 mois à compter de la signature du présent arrêté [15-02-2026], l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, un document déterminant les hauteurs de cheminées (différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne du sol à l'endroit considéré) en fonction, d'une part, du niveau des émissions de polluants à l'atmosphère, et en fonction, d'autre part, de l'existence d'obstacles susceptibles de gêner la dispersion de gaz. Cette hauteur est déterminée soit en application des articles 53 à 56 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé, soit au vu des résultats d'une étude des conditions de dispersion des gaz adaptée au site.</p> <p>A la mise en service du second moulin, les cheminées des installations sont réalisées ou modifiées selon les hauteurs définies dans le document transmis susmentionné.</p>
Constats : <p>Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter de document justifiant le respect des dispositions réglementaires définissant la hauteur minimale de chaque point de rejet.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant doit s'assurer, dans les meilleurs délais, du respect de la hauteur minimale de chaque point de rejet. Il transmettra, à l'inspection des installations classées, le document justificatif correspondant. En cas de non-respect sur un ou plusieurs points de rejet, il précisera les actions correctives définies pour se mettre en conformité.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Modalités de rejet des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2025, article IV-4-2 et IV-5-4
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée :

<p>Article IV-4-2 : Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejets présentant les caractéristiques suivantes : [Tableau précisant, par point de rejet, la nature des rejets, le pré-traitement, le traitement avant rejet, l'exutoire de rejet et le milieu récepteur]</p> <p>Article IV-5-4 : Dans un délai d'un an à compter de la signature du présent arrêté, l'exploitant modifie l'exutoire en sortie du bassin de rétention des eaux pluviales pour atteindre un débit de fuite maximal des eaux pluviales vers le milieu naturel de 10,98 l/s soit 39,5 m3/h.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a précisé que les eaux pluviales recueillies sur le site sont dirigées vers un bassin étanche. Par contre, aucun travaux n'a été récemment en sortie de ce bassin. Des travaux ont lieu en amont du bassin suite au déplacement de la station de lavage et de la station de distribution de carburants.</p> <p>Il a été constaté l'absence d'eau dans ce bassin étanche. Le rejet se fait en point bas. Un dispositif d'isolement a été mis en place en sortie de bassin ; il est signalé et actionné manuellement périodiquement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit s'assurer que le débit de fuite des eaux pluviales vers le milieu naturel est au maximum de 10,98 l/s. En cas de non-respect, il précisera les dispositions définies pour respecter ce débit.</p> <p>L'exploitant confirmera également la présence d'un séparateur d'hydrocarbures en aval du bassin étanche (en application des dispositions de l'article IV-4-2 de l'AP du 15-09-2025) ainsi que la possibilité de réaliser des prélèvements dans les conditions définies à l'article II-8-2 de l'AP du 15-09-2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Contrôle des rejets d'eaux pluviales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2025, article IV-5-2 et IV-5-3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article IV-5-2 : L'ensemble des effluents aqueux du site, à l'exception des eaux domestiques issues des bureaux administratifs, sont dirigés vers le bassin de rétention étanche, dont la capacité totale est d'au moins 807 m3.</p> <p>L'exploitant est tenu de respecter avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies ci-dessous.</p> <p>Référence du rejet vers le milieu récepteur : N°1 (Cf. Repérage du rejet sous l'article IV-4-2) [Tableau précisant les paramètres à contrôler et les concentrations instantanées en mg/l]</p> <p>Article IV-5-3 : L'exploitant assure une surveillance des rejets d'eau résiduaire du point de rejet n°1 dans les conditions suivantes :</p> <p>Paramètres : Matières en suspension / DCO / DBO5 / Hydrocarbures totaux</p> <p>Fréquence de surveillance : Une fois par an</p>

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté le rapport de contrôle réalisé en novembre 2024. Aucun contrôle n'a été effectué en 2025. L'exploitant a précisé qu'un nouveau prélèvement a été réalisé la semaine précédant l'inspection et qu'il était en attente du rapport de contrôle.</p> <p>Lors du contrôle réalisé en novembre 2024, il est constaté que la valeur limite d'émission pour les matières en suspension n'avait pas été respectée L'exploitant n'a pas pu préciser les dispositions prises suite à ce dépassement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra, à l'inspection des installations classées, le rapport de contrôle des rejets d'eaux pluviales réalisé en mars 2026. En cas de dépassement, il précisera les actions correctives définies pour se mettre en conformité.</p> <p>L'exploitant doit veiller au respect de la périodicité annuelle de contrôle. Il précisera les dispositions prises en ce sens.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 7 : Emissions sonores

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2025, article V-1-1 et V-1-2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Emissions sonores</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article V-1-1 : L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci (...).</p> <p>Article V-1-1-4 : Les horaires de fonctionnement des installations sont les suivantes : (...).</p> <p>Article V-1-1-5 : Avant la mise en service des entrepôts de logistique (...), l'exploitant met en place un écran acoustique d'une hauteur minimale de 4 m le long de la voie de circulation des poids lourds (...).</p> <p>Article V-1-2-4 : Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée tous les ans pendant trois ans après la mise en service de l'installation puis tous les 3 ans (...).</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté les dispositions mises en place en termes d'horaires, en particulier, pour la réception des matières premières en vrac, le chargement des camions, l'expédition pour les transports extérieurs et l'expédition pour la flotte interne. Ces dispositions sont conformes aux prescriptions de l'article V-1-1-4 de l'AP du 15-05-2025. Cependant, l'exploitant a précisé que, du fait de la réalisation de travaux au niveau de la zone de stationnement des camions (mise en place d'ombrières avec panneaux photovoltaïques), les camions étaient stationnés exceptionnellement la nuit au niveau des quais de chargement. Il a également été constaté la mise en place de l'écran acoustique le long de la voie de circulation</p>

des poids lourds. Aucune nouvelle mesure de bruit et de l'émergence n'a été réalisée depuis 2023.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit, dans les meilleurs délais, programmer une nouvelle mesure des niveaux sonores et des émergences. Il précisera les dispositions prises en ce sens. En cas de dépassement, il précisera les actions correctives définies pour se mettre en conformité. Il s'assure que des mesures seront réalisées tous les ans pendant 3 ans puis tous les 3 ans. Il veillera au stationnement des camions dans la zone dédiée lorsque les travaux seront terminés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2025, article VI-2-2
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté l'état des matières stockées dans l'établissement. Cependant, celui-ci n'inclut pas les produits finis stockés dans l'entrepôt. Par ailleurs, il a été précisé que, pour une meilleure compréhension, l'état des stocks présenté pourrait être accompagné d'un plan général des stockages.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit compléter l'état des matières stockées de l'établissement, en y intégrant les matières stockées au niveau de l'entrepôt.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Suivi des équipements - Extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2025, article VI-6-1 et 2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de protection
Prescription contrôlée : Article VI-6-1 : Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état (...).

<p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (...), conformément aux référentiels en vigueur. (...)</p> <p>Article VI-6-2 : L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : (...)</p> <p>- des extincteurs (...).</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle des extincteurs réalisé en février 2026.</p> <p>Ce contrôle n'a pas fait l'objet d'observation.</p> <p>Ce rapport n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Suivi des équipements - Robinets d'incendie armés

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2025, article VI-6-1 et 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Moyens de protection</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article VI-6-1 : Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état (...).</p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (...), conformément aux référentiels en vigueur. (...)</p> <p>Article VI-6-2 : L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : (...)</p> <p>- de robinets d'incendie armés dans le local d'ensachage et l'entrepôt (...).</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté le rapport de vérification des robinets d'incendie armés établi en janvier 2026.</p> <p>Aucune observation n'a été émise lors de ce contrôle.</p> <p>Ce rapport n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Suivi des équipements - Systèmes de désenfumage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2025, article VI-4-3 et VI-6-1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de protection</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article VI-4-3 : Les bâtiments abritant les installations sont équipées en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie (...).</p> <p>Article VI-6-1 : Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état</p>

<p>(...).</p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (...), conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>(...).</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté le rapport de vérification des systèmes de désenfumage établi en janvier 2026. Celui-ci met en évidence des non-conformités concernant le fonctionnement de la commande à distance sur 3 systèmes de désenfumage. L'exploitant a alors précisé que des travaux de mise en conformité sont en cours.</p> <p>Il apparaît également que 3 systèmes de désenfumage n'ont pas été vérifiés, du fait de travaux en cours.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra le document justifiant de la remise en en conformité des 3 systèmes de désenfumage pour lesquels la commande à distance ne fonctionne pas.</p> <p>L'exploitant doit réaliser, dans les meilleurs délais, la vérification des 3 systèmes de désenfumage non accessibles lors du dernier contrôle.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 12 : Suivi des équipements - Détection automatique d'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2025, article VI-4-5 et VI-6-1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de protection</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article VI-4-5 : Chaque local technique ou partie de l'installation recensée, selon les dispositions de l'article VI-2-1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire, dispose d'une détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant (...).</p> <p>Article VI-6-1 : Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état (...).</p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (...), conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>(...).</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté l'attestation Q7 associée à la vérification des dispositifs de détection d'incendie réalisée en juillet 2025. Cette attestation ne précise pas les conclusions du contrôle. Le rapport de contrôle correspondant n'a pas pu être présenté.</p> <p>Il a été rappelé que la périodicité de la vérification des systèmes de détection automatique d'incendie est semestrielle.</p>

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre, à l'inspection des installations classées, les 2 derniers rapports de vérification des installations de détection automatique d'incendie. Si des observations figurent dans ces rapports, il précisera les actions correctives mises en place ou envisagées. Il veillera au respect de la périodicité semestrielle de contrôle ; il précisera les dispositions prises en ce sens.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Installations électriques - Exhaustivité du contrôle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2025, article VI-3-5
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique (...).</p> <p>Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. elles sont contrôlées périodiquement, au moins annuellement, par une personne compétente (...).</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté le rapport de vérification des installations électriques établis en septembre 2025.</p> <p>Dans le rapport , il est précisé les documents nécessaires à la vérification et les limites d'intervention.</p> <p>D'une part, certains documents nécessaires à la vérification n'ont pas été fournis (P3 et 4). En particulier, le document relatif à la protection contre les explosions n'a pas été présenté.</p> <p>D'autre part, des limites d'intervention particulières sont notées. Notamment, il est précisé que "les installations du nouveau moulin ainsi que la partie photovoltaïque en travaux feront l'objet d'un autre rapport" et que "plusieurs moteurs du niveau 5 ne sont pas repérés", ce qui n'a pas permis la vérification du bon réglage des protections contre les surcharges.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit s'assurer, lors du prochain contrôle des installations électriques de l'établissement, de l'exhaustivité du contrôle réalisé. En particulier, il doit s'assurer du repérage de l'ensemble des équipements électriques. Il doit également s'assurer de la mise à disposition de l'ensemble des informations nécessaires à la réalisation du contrôle.</p> <p>De plus, il finalisera la mise à jour du document relatif à la protection contre les explosions.</p> <p>Enfin, l'exploitant doit procéder à une vérification initiale des nouvelles installations. Il transmettra à l'inspection des installations classées, le rapport de vérification correspondant.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 14 : Installations électriques - Prise en compte des observations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2025, article VI-3-5
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique (...). Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. elles sont contrôlées périodiquement, au moins annuellement, par une personne compétente (...).
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté le rapport de vérification des installations électriques établi en septembre 2025. Dans le rapport, sont mises en évidence 4 observations. L'exploitant a précisé les actions mises en place pour lever chacune de ces observations. L'exploitant a également présenté le rapport de contrôle des installations électriques par thermographie infrarouge réalisé en octobre 2025. Aucune anomalie n'a été constatée. Cependant, il est noté que plusieurs équipements n'ont pas été contrôlés du fait de l'absence de charge le jour du contrôle ou de l'absence de hublot IR.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant veillera lors du prochain contrôle des installations électriques par thermographie infrarouge à l'exhaustivité du contrôle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Suivi des équipements - Portes coupe-feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2025, article VI-4-2 et VI-6-1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de protection
Prescription contrôlée : Article VI-4-2 : A l'exception des tuyauteries gravitaires et pneumatiques permettant le transfert des matières et passant à travers les parois des moulins, les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (...) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour ces parois. La fermeture automatique des dispositifs d'obturation (...) n'est pas gênée par les stockages ou des obstacles. Les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie (...). Article VI-6-1 : Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état (...). L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (...), conformément aux référentiels en vigueur. (...)

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a précisé que l'ensemble des portes coupe-feu ont été répertoriées suite aux travaux réalisés.</p> <p>Il a été rappelé qu'un contrôle, a minima, annuel, doit être réalisé sur l'ensemble des portes coupe-feu (que leur fermeture soit automatique ou manuelle). Pour les portes à fermeture automatique sur détection incendie, le contrôle doit inclure la vérification du bon fonctionnement de l'asservissement.</p> <p>Par ailleurs, il a été constaté, le passage de câbles au niveau de l'ouverture de portes coupe-feu pouvant entraver leur fermeture, à deux reprises, ainsi que des ferme-portes non fonctionnels au niveau de certaines portes coupe-feu.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit procéder, dans les meilleurs délais, à la réalisation d'une vérification des portes coupe-feu (automatiques et manuelles) de l'établissement. Il transmettra, à l'inspection des installations classées, le rapport de contrôle correspondant.</p> <p>L'exploitant doit rappeler, aux personnels de l'établissement, la nécessité de maintenir les portes coupe-feu fonctionnelles (en particulier, en ne déverrouillant pas les ferme-portes et en ne mettant pas d'obstacle susceptible de gêner leur fermeture). Il précisera les dispositions prises en ce sens.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 16 : Installation de protection contre la foudre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2025, article VI-8</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de protection</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre les dispositions de la section III de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé, pour l'ensemble des installations du site.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a précisé que des travaux complémentaires de protection des installations contre la foudre ont été réalisés dans le cadre des travaux d'extension et qu'une vérification initiale des installations va être planifiée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit procéder, dans les plus brefs délais, à une nouvelle vérification complète des installations de protection contre la foudre de l'établissement. Il transmettra le rapport à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>

Proposition de délais : 1 mois

N° 17 : Suivi des équipements - Moyens de protection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2025, article VI-6-2

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de protection

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : (...) une ressource en eau constituée :

- d'une réserve publique d'eau de 1000 m³ située à 110 m de l'usine ;
- d'un poteau d'incendie public, hors site, situé à 110 m de l'usine permettant de fournir un débit minimum de 60 m³/h ;
- de 4 poteaux d'incendie sur site (dont un public) en mesure de fournir unitairement un débit minimum de 60 m³/h pendant 2 heures. (...)

L'exploitant dispose de la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau. L'exploitant informe les services d'incendie et de secours de l'implantation des points d'eau incendie.

Constats :

Lors de la visite, il a été constaté la présence de la réserve d'eau à proximité de l'établissement ainsi que la présence des 4 poteaux incendie sur site.

L'installation des poteaux d'incendie a été réalisée dans le cadre des travaux d'extension ; un contrôle des débits doit être réalisé prochainement.

Des travaux de voirie (en particulier, au Sud et à l'Est du site) doivent être également réalisés ; c'est pourquoi les aires de stationnement des engins n'étaient pas toutes matérialisées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit procéder, dans les meilleurs délais, à un contrôle des débits disponibles (y compris en simultané) au niveau des 4 poteaux d'incendie présents dans l'établissement. Il transmettra le rapport de contrôle à l'inspection des installations classées.

Il contactera les services départementaux d'incendie et de secours (service prévision) pour procéder à la réception des poteaux d'incendie.

Il procédera à la matérialisation de toutes les aires de stationnement des engins et aires de mise en stationnement des moyens aériens suite à la réalisation des travaux de voiries.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois